



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

# **P**LAN **L**OCAL D'**U**RBANISME

**2-5.**

## **Bilan de la concertation des révisions allégées n°1, n°2 et n°3**

Décembre 2017

<i>Procédure</i>	<i>Réalisation</i>	<i>Approuvée le</i>
<b>Elaboration</b>	Urbactis	20 mars 2014
<b>Modification n°1</b>	Urbactis	16 avril 2015
<b>Modification n°2</b>	Mairie AUAT, CCF (partie graphique)	} <i>En cours</i>
<b>Révision allégée n°1</b>	Mairie, CCF (partie graphique)	
<b>Révision allégée n°2</b>	Mairie, CCF (partie graphique)	
<b>Révision allégée n°3</b>	Mairie, CCF (partie graphique)	

# **SOMMAIRE**

<b>I. CONTEXTE ET MODALITES DE LA CONCERTATION.....</b>	<b>3</b>
1) Les objectifs des révisions allégées .....	3
2) La procédure de concertation préalable.....	3
3) Les modalités de la concertation .....	4
 <b>II. SYNTHESE DES AVIS.....</b>	 <b>9</b>
1) La révision allégée n°1.....	9
2) La révision allégée n°2.....	10
3) La révision allégée n°3.....	11
 <b>III. BILAN DE LA CONCERTATION .....</b>	 <b>12</b>
 <b>ANNEXES .....</b>	 <b>13</b>

# **I. CONTEXTE ET MODALITES DE LA CONCERTATION**

## **1) Les objectifs des révisions allégées**

Par délibérations en date du 6 avril 2017, le Conseil Municipal a décidé de prescrire trois révisions allégées du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds.

Ces procédures portent sur des modifications de zonage nécessaires d'une part pour la réalisation du projet d'extension du cimetière communal, et d'autre part pour le rétablissement du document d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal suite à son annulation partielle par le Tribunal Administratif.

## **2) La procédure de concertation préalable**

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 rend obligatoire la concertation auprès du public pendant l'élaboration du projet de PLU et ce jusqu'à son arrêt en Conseil municipal.

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme précise :

« Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ; [...] »

L'article L.103-3 du Code de l'urbanisme mentionne :

« Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme ou l'opération est à l'initiative de l'Etat ;

2° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

[...] »

Conformément à l'article L103-4 du code de l'urbanisme, la concertation préalable permet, pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, aux habitants d'accéder aux

informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la commune.

Il convient de bien distinguer la phase de concertation de celle de l'enquête publique. En effet, la concertation se déroule en amont tout au long de l'élaboration du projet, avant que celui-ci ne soit arrêté, alors que l'enquête publique a pour objet de soumettre ce projet aux observations du public après l'arrêt en Conseil Municipal. Cette concertation a lieu durant toute la phase d'étude du projet, depuis sa prescription jusqu'à ce qu'il soit arrêté par le conseil municipal. Elle a pour objet de recueillir les questions, les préoccupations, les observations des habitants afin de nourrir la réflexion préalable à la définition du projet.

L'article L.103-6 du Code de l'urbanisme précise :

« A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L.103-3 en arrête le bilan ».

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

A l'arrêt du PLU, le bilan de la concertation est présenté devant le Conseil municipal. Il énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration, et d'une part relate les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part les analyse au regard du projet global de la commune.

### **3) Les modalités de la concertation**

Dans le cadre des trois révisions allégées, la concertation préalable a été organisée conformément aux modalités définies par les délibérations du Conseil municipal du 6 avril 2017 et s'est tenue du 20 juin 2017 au 21 juillet 2017.

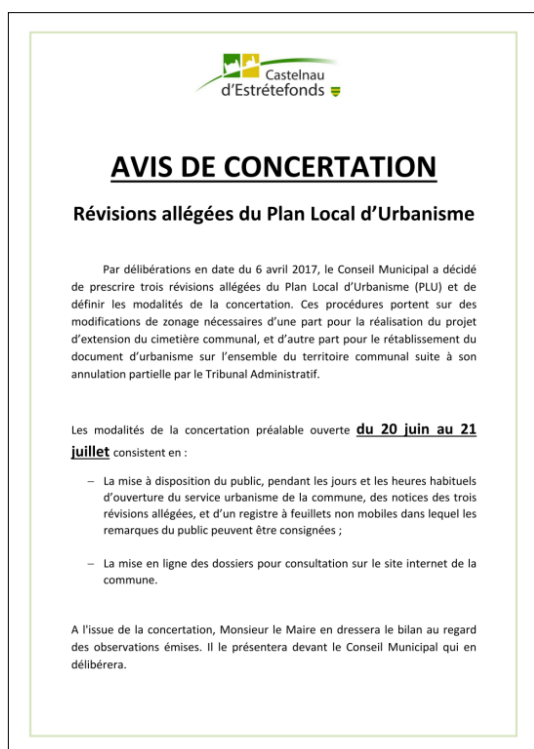
- **L'affichage et la publication des délibérations et de l'avis au public**

Les délibérations du Conseil municipal du 6 avril 2017 engageant les révisions allégées du PLU et définissant les modalités de la concertation, et l'avis au public ont été affichés sur les panneaux devant la mairie et sur le site internet de la commune à

partir du 10/04/2017 (cf. capture d'écran ci-dessous). Les délibérations et les notices de présentation des trois révisions allégées ont également été publiées sur le site internet.

L'information sur le lancement de la concertation préalable a également été publiée dans la newsletter de la commune du mois de juillet.

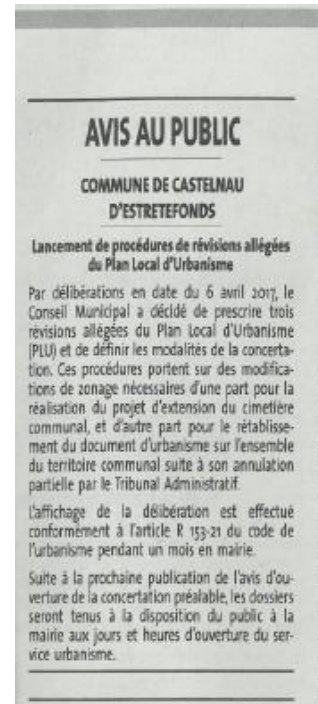
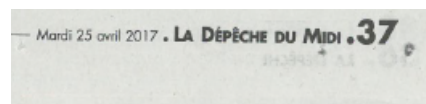
### Information sur le site internet



*Avis de concertation affiché en mairie à partir du 10/04/2017*

- Les articles dans la presse

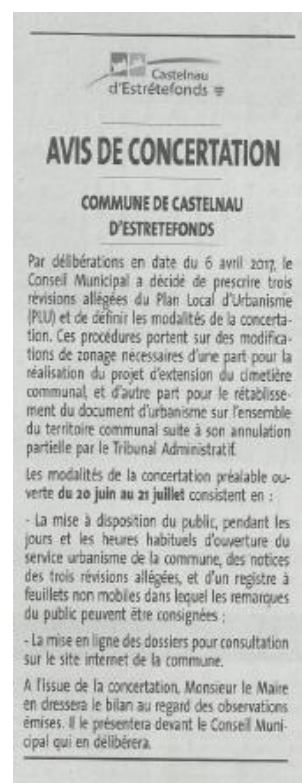
→ **La Dépêche Du Midi – parution le 25 avril 2017** : Un article informe la population du lancement de procédures de révision allégées du PLU.



→ **Voix Du Midi Toulouse – parution le 27 avril 2017** : Un article informe la population du lancement de procédures de révision allégées du PLU.



→ **La Dépêche Du Midi – parution le 17 juin 2017** : Un article informe la population des modalités de la concertation.



→ **Voix Du Midi Toulouse – parution le 22 juin 2017** : Un article informe la population des modalités de la concertation.



- **La mise à disposition du public**

Les notices de présentation des trois révisions allégées ont été mises à disposition du public le temps de la concertation du 20 juin 2017 au 21 juillet 2017 pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune.

Ces notices ont été accompagnées d'un registre de concertation à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public ont été consignées. Quatre observations ont été émises sur ce registre concernant les trois révisions allégées.

- **La consultation auprès des Personnes Publiques Associées (PPA)**

Les délibérations de prescription, ainsi que les notes de présentation des révisions allégées n°1, n°2 et n°3 ont été transmises aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme:

- Le Préfet de la Haute-Garonne,
- La Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,
- Le Président du Syndicat Mixte en charge du SCoT Nord Toulousain,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
- Les services de l'Etat : DDT Haute-Garonne, DREAL Occitanie.

Dix personnes publiques associées ont ainsi été consultées dans le cadre de l'élaboration du projet de révisions allégées du PLU, seule la Chambre d'Agriculture a formulé un avis et des observations.



## II. SYNTHESE DES AVIS

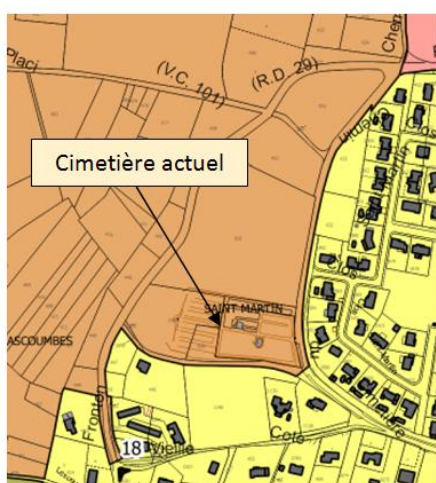
### 1) La révision allégée n°1

Une seule observation a été émise sur le registre pour la révision allégée n°1. Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne a donné un avis défavorable suite à sa consultation. Ces dernières peuvent être synthétisées de la façon suivante :

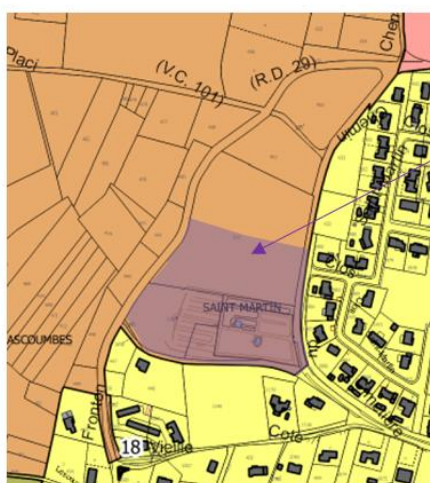
- Une habitante s'interroge sur la nécessité de retirer 3 ha de la zone Ap pour l'extension du cimetière et sur la prise en compte des risques de mouvements de terrain.
- Avis de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne : Avis défavorable compte tenu de la superficie du projet d'extension du cimetière trop importante (2 ha). Un futur avis favorable sera conditionné par la réduction de moitié du classement de la zone Ap en zone UE sur la parcelle B 950.

#### ➡ La prise en compte des remarques

Suite à ces deux remarques et notamment celle de la Chambre d'Agriculture, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la réduction de moitié de l'extension prévue du cimetière sur la parcelle B950 (d'environ 2 ha à 1 ha). Le futur zonage ci-dessous est proposé :



Zonage actuel du PLU



Zonage après la révision allégée n°1

La parcelle B950 est en partie située en zone bleue Bm du Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements de terrain. Ces risques seront pris en compte lors de la réalisation du projet d'aménagement.

## 2) La révision allégée n°2

Deux observations ont été émises sur le registre pour la révision allégée n°2. Ces dernières peuvent être synthétisées de la façon suivante :

- Le principal intéressé souhaiterait que la parcelle A 486 ne soit pas classée en tant qu'Espace Boisé Classé (EBC). Il voudrait donc une justification de l'état remarquable des boisements.
- En opposition, une habitante souhaiterait que cette parcelle soit entièrement classée en zone naturelle et en Espace Boisé Classé suivant le jugement du Tribunal Administratif (objet de la révision allégée n°2).

La Chambre d'Agriculture a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°2.

### La prise en compte des remarques

D'après l'article L130-1 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

S'agissant des bois, forêts et parcs, le classement peut porter sur un boisement existant « à conserver [ou] à protéger », quelle que soit sa qualité (voir à ce sujet la décision du Conseil d'Etat du 5 décembre 1986, Guillerot, requête n° 55448 : « un tel classement [comme espace boisé classé] n'est [...] pas subordonné à la valeur du boisement existant »), mais il peut aussi concerner un boisement « à créer », c'est-à-dire porter sur des terrains actuellement sans arbres.

Le périmètre du classement d'une partie de la parcelle A 486 a donc été défini en connaissance de cause, en prenant en compte l'état actuel du site et en limitant ce classement à la partie naturelle du terrain.

### 3) La révision allégée n°3

Une seule observation a été émise sur le registre pour la révision allégée n°3. Cette dernière peut être synthétisée de la façon suivante :

- Une habitante souhaiterait que le zonage de la parcelle A 589 corresponde au zonage du POS, c'est-à-dire classé entièrement en Espace Boisé Classé.

La Chambre d'Agriculture a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°3.

#### ➡ La prise en compte des remarques

Le périmètre de la modification du zonage pour la parcelle A 589 a été délimité en fonction de l'état et de la densité du boisement actuel, dans l'alignement du classement actuel des autres terrains en zone naturelle N et en Espace Boisé Classé.

### **III. BILAN DE LA CONCERTATION**

Conformément à l'article L103-4 du code de l'urbanisme, la concertation s'est tenue pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet de révisions allégées du PLU.

Les moyens de concertation déclinés dans ce bilan ont permis d'informer les habitants et les personnes publiques associées et de recueillir quelques observations et avis.

Les avis exprimés mettent en exergue le souhait de préserver au mieux les parcelles agricoles et naturelles. L'ensemble de ces observations a été pris en compte et des réponses sont aujourd'hui intégrées aux documents. La principale modification proposée par rapport aux projets de révisions allégées concerne la surface dédiée à l'extension du cimetière qui serait réduite de moitié suite à l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture.

Conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme, il convient désormais de tirer le bilan de la concertation, et de procéder à l'arrêt du projet de révisions allégées par délibération.

## **ANNEXES**

- I. Délibérations de prescription des révisions allégées
- II. Avis au public pour la concertation préalable
- III. Avis exprimés dans le registre de concertation préalable
- IV. Avis de la Chambre d'Agriculture



Membres du Conseil municipal : 29  
Membres en exercice : 28  
Présents : 19 Absents : 09  
Suffrages exprimés : 25

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT  
Haute-Garonne

Envoyé en préfecture le 10/04/2017  
Reçu en préfecture le 10/04/2017  
Affiché le 10/04/17  
ID : 031-213101181-20170406-D20170405-DE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRÉTEFONDS (31620)

Séance 2017/04 du 06 avril 2017

**D. 2017/04-05 – URBANISME – PLU – Révision allégée n°01 – Cimetière**

L'an deux mil dix-sept, six avril à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle du Conseil municipal, Maison de la Culture, sous la présidence de Monsieur Daniel DUPUY, Maire.

**Présents :** ABAD-LAHIRLE Nadine, BINET Pascale, BODIOU Christelle, BRUN Dante, CONSTANS Loïc, DALDOSSO Corinne, DARES Patrick, DESCHAMP Lydie, DUPUY Daniel, DUSSART Vincent, FORTIER Jean-Claude, LABIT Alain, NESPOLO Florence, PILIPCZUK Gregory, RECOBRE Pierre, RIBOUCHON Thomas, SIGAL Sandrine, SMIDTS Roberte, WASTJER Michel.

**Absents excusés :** CALVET Karen, FOISSAC Christian, LHERM Jean-Pierre, MARTY Laurent, ROBIN Véronique, TORNOS Luc.

**Absents :** DELLAC Anne-Marie, MARTINAZZO Estelle, VERDEAU-BORNE Sébastien.

**Pouvoirs :** CALVET Karen à Daniel DUPUY, FOISSAC Christian à BRUN Dante, LHERM Jean-Pierre à DALDOSSO Corinne, MARTY Laurent à WASTJER Michel, ROBIN Véronique à FORTIER Jean-Claude, TORNOS Luc à DESCHAMP Lydie.

*Les conseillers ont été convoqués le 31 mars 2017, selon leur souhait exprimé, par pli remis à leur domicile par les agents de Police municipale et/ou par courrier électronique à leur adresse personnelle de messagerie. Le dossier était composé du courrier de convocation, de l'ordre du jour, du procès-verbal du 09/03/2017, des notes explicatives de synthèse et des projets de délibération avec leurs pièces jointes.*

Mme SIGAL Sandrine est nommée secrétaire de séance. Pascal BARAT, Directeur général des services et Marie-Brigitte CHOISY, Responsable des Affaires juridiques, assistent à la séance en tant qu'auxiliaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme ;  
Vu le Code de l'environnement ;  
Vu les articles L.153-31 et suivants du Code de l'urbanisme, relatifs à la procédure de révision d'un Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, relatifs à la concertation ;  
Vu les articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, relatifs aux modalités de publicité et d'entrée en vigueur des actes relatifs à l'élaboration, à l'évaluation et à l'évolution du plan local d'urbanisme ;  
Vu les articles L.104-2, R.104-9 et R.104-18 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;  
Vu l'article R.122-17 du Code de l'environnement sur l'évaluation environnementale systématique ;  
Vu la délibération du 20 mars 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau d'Estrétefonds;  
Considérant la nécessité de prévoir l'extension future du cimetière pour cause de saturation de l'espace existant ;  
Considérant que le terrain communal prévu pour ce projet est classé en zone Agricole Protégée dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;  
Considérant qu'il y a lieu de transformer ce zonage Ap en zonage UE dédié aux équipements publics pour la parcelle concernée et pour les parcelles du cimetière actuel;  
Considérant qu'il convient d'initier une procédure de révision du PLU selon une procédure allégée, en application de l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme, pour cette modification de zonage impliquant la réduction d'une zone agricole protégée ;  
Considérant que les modifications du document d'urbanisme porteront sur les points suivants :

- Modification du document graphique du Plan Local d'Urbanisme pour les parcelles du cimetière actuel cadastrées B 1009, B 698, B 444 et B 862, et pour la parcelle du futur cimetière cadastrée B 950 avec la transformation du zonage Ap en zonage UE;



- Ajout d'une nouvelle zone UE dans le règlement, avec des prescriptions correspondant au projet du cimetière.

Considérant que ces modifications n'ont pas pour effet de modifier les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant qu'il convient d'ouvrir une concertation préalable prévue par l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, avant l'arrêt du projet de révision allégée qui sera soumis à l'examen conjoint de la commune, de l'Etat et des personnes publiques associées puis fera l'objet d'une enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article R.104-9 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds, dont le territoire comprend des sites Natura 2000, doit faire l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion d'une révision ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

#### Décide :

1- **De prescrire** la révision allégée n°01 du Plan Local d'Urbanisme dans les formes prévues à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, en vue de permettre la réalisation future du projet d'extension du cimetière sur la parcelle cadastrée B 950 sis route de Fronton (RD 29) sur le territoire de la commune de Castelnau d'Estrétefonds.

2- **De définir**, en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, les modalités suivantes de la concertation :

- Affichage en mairie et communication sur le site internet de la commune pour informer la population de l'ouverture de la concertation ;
- Mise à disposition du public, pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune, du dossier préalable de la révision allégée, et d'un registre à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public pourront être consignées.
- A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises. Il le présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

3- **De donner** délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations concernant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme, notamment pour la réalisation de l'évaluation environnementale.

La présente délibération sera transmise aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 :

- Le Préfet de la Haute-Garonne,
- La Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,
- Le Président du Syndicat Mixte en charge du SCoT Nord Toulousain,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
- Les services de l'Etat : DDT Haute-Garonne, DREAL Occitanie.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pour une durée d'un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la commune de Castelnau d'Estrétefonds. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

*Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait conforme, le 07 avril 2017  
Au registre sont les signatures*

Le Maire,

**Daniel DUPUY**





Membres du Conseil municipal : 29  
Membres en exercice : 28  
Présents : 19 Absents : 09  
Suffrages exprimés : 25

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT  
Haute-Garonne

Envoyé en préfecture le 10/04/2017  
Reçu en préfecture le 10/04/2017  
Affiché le 10/04/17  
ID : 031-213101181-20170406-D20170406-DE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRÉTEFONDS (31620)

Séance 2017/04 du 06 avril 2017

**D. 2017/04-06 – URBANISME – PLU – Révision allégée n°02 – A486**

L'an deux mil dix-sept, six avril à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle du Conseil municipal, Maison de la Culture, sous la présidence de Monsieur Daniel DUPUY, Maire.

**Présents :** ABAD-LAHIRLE Nadine, BINET Pascale, BODIOU Christelle, BRUN Dante, CONSTANS Loïc, DALDOSSO Corinne, DARES Patrick, DESCHAMP Lydie, DUPUY Daniel, DUSSART Vincent, FORTIER Jean-Claude, LABIT Alain, NESPOLO Florence, PILIPCZUK Gregory, RECOBRE Pierre, RIBOUCHON Thomas, SIGAL Sandrine, SMIDTS Roberte, WASTJER Michel.

**Absents excusés :** CALVET Karen, FOISSAC Christian, LHERM Jean-Pierre, MARTY Laurent, ROBIN Véronique, TORNOS Luc.

**Absents :** DELLAC Anne-Marie, MARTINAZZO Estelle, VERDEAU-BORNE Sébastien.

**Pouvoirs :** CALVET Karen à Daniel DUPUY, FOISSAC Christian à BRUN Dante, LHERM Jean-Pierre à DALDOSSO Corinne, MARTY Laurent à WASTJER Michel, ROBIN Véronique à FORTIER Jean-Claude, TORNOS Luc à DESCHAMP Lydie.

*Les conseillers ont été convoqués le 31 mars 2017, selon leur souhait exprimé, par pli remis à leur domicile par les agents de Police municipale et/ou par courrier électronique à leur adresse personnelle de messagerie. Le dossier était composé du courrier de convocation, de l'ordre du jour, du procès-verbal du 09/03/2017, des notes explicatives de synthèse et des projets de délibération avec leurs pièces jointes.*

Mme SIGAL Sandrine est nommée secrétaire de séance. Pascal BARAT, Directeur général des services et Marie-Brigitte CHOISY, Responsable des Affaires juridiques, assistent à la séance en tant qu'auxiliaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme ;  
Vu le Code de l'environnement ;  
Vu l'article L.153-7 du Code de l'urbanisme sur les conséquences de l'annulation partielle par voie juridictionnelle du Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les articles L.153-31 et suivants du code de l'urbanisme, relatifs à la procédure de révision d'un Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, relatifs à la concertation ;  
Vu les articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, relatifs aux modalités de publicité et d'entrée en vigueur des actes relatifs à l'élaboration, à l'évaluation et à l'évolution du plan local d'urbanisme ;  
Vu les articles L.104-2, R.104-9 et R.104-18 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;  
Vu l'article R.122-17 du Code de l'environnement sur l'évaluation environnementale systématique ;  
Vu la délibération du 20 mars 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau d'Estrétefonds;  
Considérant l'annulation de la délibération du 20 mars 2014 par le juge administratif, en tant qu'elle concerne le classement de la parcelle cadastrée A 486 en zone UB et supprime l'espace boisé classé de cette parcelle ;  
Considérant que cette annulation partielle a eu pour effet de rétablir le zonage antérieur du Plan d'Occupation des Sols pour cette parcelle ;  
Considérant que par conséquent, le Plan Local d'Urbanisme ne couvre pas l'intégralité du territoire communal, ce qui constitue une anomalie ;  
Considérant qu'il y a lieu d'engager une procédure de révision allégée afin de définir un nouveau zonage pour la parcelle A 486 en application de l'article L.153-7 du code de l'urbanisme ;  
Considérant que la parcelle A 486 est boisée et située au sein d'une vaste zone naturelle et agricole ;  
Considérant que la modification du document d'urbanisme portera donc sur le point suivant :



- Modification du zonage sur le document graphique du Plan Local d'Urbanisme pour la parcelle cadastrée A 486 pour transformer la partie boisée en zone naturelle N et en Espace Boisé Classé (voir délimitation du zonage en pièce jointe),

Considérant qu'il convient d'ouvrir une concertation préalable prévue par l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, avant l'arrêt du projet de révision allégée qui sera soumis à l'examen conjoint de la commune, de l'Etat et des personnes publiques associées puis fera l'objet d'une enquête publique ;  
Considérant qu'en application de l'article R.104-9 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds, dont le territoire comprend des sites Natura 2000, doit faire l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion d'une révision,

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

#### Décide :

- 1- **De prescrire** la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme dans les formes prévues à l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme, en vue de définir un nouveau zonage pour la parcelle cadastrée A 486 soumise aux dispositions du Plan d'Occupation des Sols suite à l'annulation partielle de la délibération du 20 mars 2014 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme.
- 2- **De définir**, en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les modalités suivantes de la concertation :
  - Affichage en mairie et communication sur le site internet de la commune pour informer la population de l'ouverture de la concertation ;
  - Mise à disposition du public, pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune, du dossier préalable de la révision allégée, et d'un registre à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public pourront être consignées.
  - A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises. Il le présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera.
- 3- **De donner** délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations concernant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme, notamment pour la réalisation de l'évaluation environnementale.

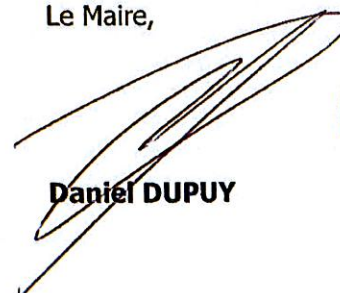
La présente délibération sera transmise aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 :

- Le Préfet de la Haute-Garonne,
- La Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,
- Le Président du Syndicat Mixte en charge du SCoT Nord Toulousain,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
- Les services de l'Etat : DDT Haute-Garonne, DREAL Occitanie.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pour une durée d'un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la commune de Castelnau d'Estrétefonds. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

*Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait conforme, le 07 avril 2017  
Au registre sont les signatures*

Le Maire,

  
**Daniel DUPUY**





Membres du Conseil municipal : 29  
Membres en exercice : 28  
Présents : 19 Absents : 09  
Suffrages exprimés : 25

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT  
Haute-Garonne

Envoyé en préfecture le 10/04/2017  
Reçu en préfecture le 10/04/2017  
Affiché le 10/04/17  
ID : 031-213101181-20170406-D20170407-DE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRÉTEFONDS (31620)

Séance 2017/04 du 06 avril 2017

**D. 2017/04-07 – URBANISME – PLU – Révision allégée n°03 – A589**

L'an deux mil dix-sept, six avril à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle du Conseil municipal, Maison de la Culture, sous la présidence de Monsieur Daniel DUPUY, Maire.

**Présents :** ABAD-LAHIRLE Nadine, BINET Pascale, BODIOU Christelle, BRUN Dante, CONSTANS Loïc, DALDOSSO Corinne, DARES Patrick, DESCHAMP Lydie, DUPUY Daniel, DUSSART Vincent, FORTIER Jean-Claude, LABIT Alain, NESPOLO Florence, PILIPCZUK Gregory, RECOBRE Pierre, RIBOUCHON Thomas, SIGAL Sandrine, SMIDTS Roberte, WASTJER Michel.

**Absents excusés :** CALVET Karen, FOISSAC Christian, LHERM Jean-Pierre, MARTY Laurent, ROBIN Véronique, TORNOS Luc.

**Absents :** DELLAC Anne-Marie, MARTINAZZO Estelle, VERDEAU-BORNE Sébastien.

**Pouvoirs :** CALVET Karen à Daniel DUPUY, FOISSAC Christian à BRUN Dante, LHERM Jean-Pierre à DALDOSSO Corinne, MARTY Laurent à WASTJER Michel, ROBIN Véronique à FORTIER Jean-Claude, TORNOS Luc à DESCHAMP Lydie.

*Les conseillers ont été convoqués le 31 mars 2017, selon leur souhait exprimé, par pli remis à leur domicile par les agents de Police municipale et/ou par courrier électronique à leur adresse personnelle de messagerie. Le dossier était composé du courrier de convocation, de l'ordre du jour, du procès-verbal du 09/03/2017, des notes explicatives de synthèse et des projets de délibération avec leurs pièces jointes.*

Mme SIGAL Sandrine est nommée secrétaire de séance. Pascal BARAT, Directeur général des services et Marie-Brigitte CHOISY, Responsable des Affaires juridiques, assistent à la séance en tant qu'auxiliaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme ;  
Vu le Code de l'environnement ;  
Vu l'article L.153-7 du Code de l'urbanisme sur les conséquences de l'annulation partielle par voie juridictionnelle du Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les articles L.153-31 et suivants du Code de l'urbanisme, relatifs à la procédure de révision d'un Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, relatifs à la concertation ;  
Vu les articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, relatifs aux modalités de publicité et d'entrée en vigueur des actes relatifs à l'élaboration, à l'évaluation et à l'évolution du plan local d'urbanisme ;  
Vu les articles L.104-2, R.104-9 et R.104-18 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;  
Vu l'article R.122-17 du Code de l'environnement sur l'évaluation environnementale systématique ;  
Vu la délibération du 20 mars 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau d'Estrétefonds ;  
Considérant l'annulation de la délibération du 20 mars 2014 par le juge administratif, en tant qu'elle concerne le classement de la parcelle cadastrée A 589 en zone UB et supprime l'espace boisé classé de cette parcelle ;  
Considérant que cette annulation partielle a eu pour effet de rétablir le zonage antérieur du Plan d'Occupation des Sols pour cette parcelle ;  
Considérant que par conséquent, le Plan Local d'Urbanisme ne couvre pas l'intégralité du territoire communal, ce qui constitue une anomalie ;  
Considérant qu'il y a lieu d'engager une procédure de révision allégée afin de définir un nouveau zonage pour la parcelle A 589 en application de l'article L.153-7 du Code de l'urbanisme ;  
Considérant que la parcelle A 589 est boisée et située au sein d'une vaste zone naturelle ;  
Considérant que la modification du document d'urbanisme portera donc sur le point suivant :



- Modification du zonage sur le document graphique du Plan Local d'Urbanisme pour la parcelle cadastrée A 589 pour transformer la partie boisée en zone naturelle N et en Espace Boisé Classé (voir périmètre du zonage en pièce jointe) ;

Considérant qu'il convient d'ouvrir une concertation préalable prévue par l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, avant l'arrêt du projet de révision allégée qui sera soumis à l'examen conjoint de la commune, de l'Etat et des personnes publiques associées puis fera l'objet d'une enquête publique ;  
Considérant qu'en application de l'article R.104-9 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds, dont le territoire comprend des sites Natura 2000, doit faire l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion d'une révision ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

#### Décide :

- 1- **De prescrire** la révision allégée n°03 du Plan Local d'Urbanisme dans les formes prévues à l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme, en vue de définir un nouveau zonage pour la parcelle cadastrée A 589 soumise aux dispositions du Plan d'Occupation des Sols suite à l'annulation partielle de la délibération du 20 mars 2014 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme.
- 2- **De définir**, en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les modalités suivantes de la concertation :
  - Affichage en mairie et communication sur le site internet de la commune pour informer la population de l'ouverture de la concertation ;
  - Mise à disposition du public, pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune, du dossier préalable de la révision allégée, et d'un registre à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public pourront être consignées.
  - A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises. Il le présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera.
- 3- **De donner** délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations concernant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme, notamment pour la réalisation de l'évaluation environnementale.

La présente délibération sera transmise aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 :

- Le Préfet de la Haute-Garonne,
- La Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,
- Le Président du Syndicat Mixte en charge du SCoT Nord Toulousain,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
- Les services de l'Etat : DDT Haute-Garonne, DREAL Occitanie.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pour une durée d'un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la commune de Castelnau d'Estrétefonds. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

*Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait conforme, le 07 avril 2017  
Au registre sont les signatures*

Le Maire,

**Daniel DUPUY**



# **AVIS DE CONCERTATION**

## **Révisions allégées du Plan Local d'Urbanisme**

Par délibérations en date du 6 avril 2017, le Conseil Municipal a décidé de prescrire trois révisions allégées du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de définir les modalités de la concertation. Ces procédures portent sur des modifications de zonage nécessaires d'une part pour la réalisation du projet d'extension du cimetière communal, et d'autre part pour le rétablissement du document d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal suite à son annulation partielle par le Tribunal Administratif.

Les modalités de la concertation préalable ouverte **du 20 juin au 21 juillet** consistent en :

- La mise à disposition du public, pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune, des notices des trois révisions allégées, et d'un registre à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public peuvent être consignées ;
- La mise en ligne des dossiers pour consultation sur le site internet de la commune.

A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises. Il le présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

## OBSERVATIONS DU PUBLIC

le 12 juillet 2017. BONASTRE Jean Pierre 1400 Route de Fontenay  
31620 Erdignan d'Estiléfard

Monsieur le Maire M. Lemaire, et Messieurs les Elus, Dans  
le cadre de la Réunion Suivie des allégés du Plan local  
d'urbanisme je dois vous faire part des observations suivantes  
concernant la Parcelle 486 Section A lieu dit la Collette,  
étant dans le Plan d'occupation des sols en zone constructible  
Par la suite le Plan local d'urbanisme a fait l'objet  
d'un Recours devant le Tribunal Administratif, le jugement  
du 18/11/2016 déclare conforme le P.O.U. de 2 Parcelles  
486 et 589.

A savoir que les requêtes suivantes Requête n° 1404 326  
Jean Claude LABIT, Alain LABIT

Requête n° 1404 327 du 12 Septembre 2014. M. Mouton et M. M.  
Georgette

Requête n° 1404 330 GERARD DUZZI

Requête n° 1404 446 M. COLLOMBOFFER Riverain de la Parcelle  
486 qui ne sont aucun voisin actuel de ce lieu.

on voit bien que ces Requêtes ont été formulées Principalement  
contre l'élus en charge de l'urbanisme Par des Députés que  
leurs Terrain ne sont Pas classés constructibles ou a vocation  
différent.

quant à la Parcelle 486 zone constructible qui deviendrait  
Boissies autant faut-il le justifier, ce n'est Pas Parce  
une Photo aérienne montre des Buissons, que cela  
représente une zone Boissée avec des arbres Remarquables  
ou d'essences nobles, ou d'intérêt Patrimonial, nombre de  
jeunesses de la Proule.

J'espère que vous comprendrez ma demande et que vous  
statuerez en votre âme et conscience.

B



## Révision allégée n°1 - Cimetière

2014 approbation du PLU - Une zone A espace agricole à protéger - où seules (secteur Ap) les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés.

2015 1<sup>re</sup> modification - une zone A avec un secteur Ap où toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites.

D'où la nécessité en 2017 de faire une révision allégée pour revenir à la situation antérieure. des courageux Conseillers municipaux qui s'intéressent à ce dossier apprécieront les alarçonnements d'autant plus qu'il s'agit à chaque fois de procédures complexes et coûteuses !

Par ailleurs, il est regrettable que cette extension n'ait pas été prise en compte plus tôt, la saturation du cimetière s'anticipe, elle reflète un manque de programmation.

2 interrogations : - quelles seront les contraintes étant donné que ce site est identifié pour les risques de glissement de terrain

- est-il réellement nécessaire de retirer 3ha de la zone Ap pour la requalification du cimetière et de son extension ?

## Révision allégée n°2 - parcelle A486

Un bref historique me sera sûrement pas superflue pour apprécier le côté cocasse de cette question.

Par discrétion, je n'ai pas joint la lettre de J. Bonastre mais je la garde à la disposition des personnes intéressées. Ce courrier ayant été, entre autre, le déclencheur de l'action devant le T.A de Toulouse. Il mentionne très explicitement par l'intéressé que la parcelle A 486 est classée "bois" par erreur. Le Commissaire Enquêteur n'a pas été dupe et dans sa réponse à sa



demande (n°27) il s'est prononcé pour le maintien de l'Espace Boisé Classé. Grâce à un joli tour de passe-passe et la complicité de quelques amis en commission, cette parcelle est devenue constructible.

D'une part, même si les propos de J. Bonastie sont une contre-vérité puisque la parcelle est boisée, il n'en reste pas moins qu'il évoque la parcelle A486, dans sa globalité.

D'autre part, si la présente révision allégée a pour but la prise en compte du jugement il conviendrait que les termes de cette décision soient clairement reportés :

- concomitamment N et EBC
- sur l'intégralité de la parcelle

Si d'aventure une partie de cet EBC a été volontairement déboisée entre-temps, je prends acte de pouvoir faire de même et d'être condamné aux mêmes sanctions que celles qui ont été infligées à J. Bonastie pour avoir enfreint la réglementation de ces zones (si sanctions il y a eu).

Pour apprécier les contours de cet EBC de Pichabé la version PCV arrêtée en septembre 2013 d'Osbackis est très nette sur l'intégralité de la parcelle 486... et 490 (!)

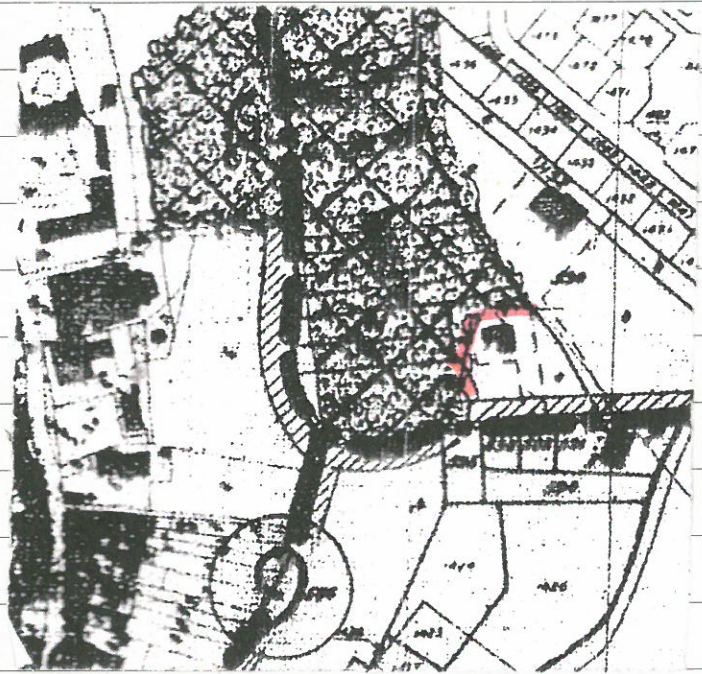
### Révision allégée n°3 - parcelle A589

Il s'agit également pour cette révision allégée de l'application d'une décision de justice. Il suffit simplement de reprendre le POS et de reporter les tracés dans les zones équivalentes d'autant que la décision précise que la parcelle est entièrement boisée.

Pourquoi tant de tergiversations ? En serait-il de même s'il s'agissait de n'importe quel quidam ?



D'autres attendent toujours de voir leur décision prise en compte, nous pourrions apprécier alors si de tels efforts pour les "arranger" sont consentis.



Le 24 Juillet 2017 par Marlène VÉRIN 16 Avenue de Toulouse  
31620 Castelnau D'Estrie Fonds -



COURRIER ARRIVÉ

19 JUIN 2017

MAIRIE DE  
CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

MONSIEUR DANIEL DUPUY  
MAIRE DE CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

Réf : YP.JB.SD.2017\_162  
Pôle Territoire  
Dossier suivi par : Jacqueline BESSETTES  
Tél : 05 61 10 42 69

Toulouse, le 08 juin 2017

**Objet : Avis sur le projet de 1<sup>ère</sup> révision allégée du PLU**

**Siège social**

61 allée de Brienne BP 7044  
31069 Toulouse cedex 7  
Tél. : 05.61.10.42.50  
Fax : 05.61.23.45.98

**Nord / Lauragais / Vallées**

Maison des Vins  
140 allée du château  
31620 Fronton  
Tél. : 05.61.82.13.28  
Fax : 05.61.82.51.88

1 av. Flandres Dunkerque  
31460 Caraman  
Tél. : 05.61.27.83.37  
Fax : 05.61.81.74.92

28 route d'Eaunes  
31605 Muret cedex  
Tél. : 05.34.46.08.50  
Fax : 05.61.51.34.69

**Comminges / Volvestre**

6 Espace Pégot  
31800 St-Gaudens  
Tél. : 05.61.94.81.60  
Fax : 05.61.94.81.65

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 18 avril 2017, vous nous avez notifié le projet de 1<sup>ère</sup> révision allégée du PLU.

Vous trouverez ci-après nos observations et avis sur ce dossier.

La révision porte sur la délimitation d'une zone Ue sur l'emplacement du cimetière actuel et sur des espaces agricoles pour permettre l'extension du cimetière.

L'ensemble des espaces concernés (cimetière actuel et extension) sont classés en zone Ap : zone agricole protégée.

Nous sommes favorables à la création d'un secteur dédié intégrant le cimetière actuel, mais nous considérons que les espaces délimités pour l'extension du cimetière sont très largement dimensionnés : le cimetière actuel représente une superficie de moins de 1 ha, le projet d'extension représente près de 2 ha.

Nous demandons que le projet d'extension soit réduit et n'englobe que la moitié de la parcelle B 950.

En conséquence, nous formulons un **avis défavorable** au votre projet de 1<sup>ère</sup> révision allégée du PLU. Notre avis favorable étant conditionné par la réduction de l'espace dédié à l'extension du cimetière sur la parcelle B 950.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.

Yvon PARAYRE  
Président



COURRIER ARRIVÉ  
19 JUIN 2017  
MAIRIE DE  
CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

MONSIEUR DANIEL DUPUY  
MAIRE DE CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

Réf : YP.JB.SD.2017\_163  
Pôle Territoire  
Dossier suivi par : Jacqueline BESSETTES  
Tél : 05 61 10 42 69

Toulouse, le 08 juin 2017

**Siège social**

61 allée de Brienne BP 7044  
31069 **Toulouse** cedex 7  
Tél. : 05.61.10.42.50  
Fax : 05.61.23.45.98

**Nord / Lauragais / Vallées**

Maison des Vins  
140 allée du château  
31620 **Fronton**  
Tél. : 05.61.82.13.28  
Fax : 05.61.82.51.88

1 av. Flandres Dunkerque  
31460 **Caraman**  
Tél. : 05.61.27.83.37  
Fax : 05.61.81.74.92

28 route d'Eaunes  
31605 **Muret** cedex  
Tél. : 05.34.46.08.50  
Fax : 05.61.51.34.69

**Comminges / Volvestre**

6 Espace Pégot  
31800 **St-Gaudens**  
Tél. : 05.61.94.81.60  
Fax : 05.61.94.81.65

**Objet : Avis sur le projet de 2<sup>ème</sup> révision allégée du PLU**

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 18 avril 2017, vous nous avez notifié le projet de 2<sup>ème</sup> révision allégée du PLU.

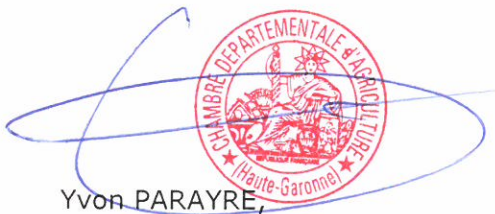

Vous trouverez ci-après nos observations et avis sur ce dossier.

La révision porte sur le reclassement en zone N et en Espace Boisé Classé une parcelle (A 486) indûment classée en zone UB.

Cette révision n'a pas de conséquence sur l'espace et l'activité agricole.

En conséquence, nous émettons un **avis favorable** à votre projet de 2<sup>ème</sup> révision allégée du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.



Yvon PARAYRE,  
**Président**

COURRIER ARRIVÉ

19 JUIN 2017

MAIRIE DE  
CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

MONSIEUR DANIEL DUPUY  
MAIRE DE CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

Réf : YP.JB.SD.2017\_164  
Pôle Territoire  
Dossier suivi par : Jacqueline BESSETTES  
Tél : 05 61 10 42 69

Toulouse, le 08 juin 2017

**Siège social**

61 allée de Brienne BP 7044  
31069 **Toulouse** cedex 7  
Tél. : 05.61.10.42.50  
Fax : 05.61.23.45.98

**Nord / Lauragais / Vallées**

Maison des Vins  
140 allée du château  
31620 **Fronton**  
Tél. : 05.61.82.13.28  
Fax : 05.61.82.51.88

1 av. Flandres Dunkerque  
31460 **Caraman**  
Tél. : 05.61.27.83.37  
Fax : 05.61.81.74.92

28 route d'Eaunes  
31605 **Muret** cedex  
Tél. : 05.34.46.08.50  
Fax : 05.61.51.34.69

**Comminges / Volvestre**

6 Espace Pégot  
31800 **St-Gaudens**  
Tél. : 05.61.94.81.60  
Fax : 05.61.94.81.65

**Objet : Avis sur le projet de 3<sup>ème</sup> révision allégée du PLU**

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 18 avril 2017, vous nous avez notifié le projet de 3<sup>ème</sup> révision allégée du PLU.

Vous trouverez ci-après nos observations et avis sur ce dossier.

La révision porte sur le reclassement en zone N et en Espace Boisé Classé une parcelle (A 589) indûment classée en zone UB.

Cette révision n'a pas de conséquence sur l'espace et l'activité agricole.

En conséquence, nous émettons un **avis favorable** à votre projet de 3<sup>ème</sup> révision allégée du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.

Yvon PARAYRE,  
Président

